



Compte rendu :

Atelier de réflexion sur l'économie sociale

au Sud et au Nord

Vendredi 21 novembre 2008

Contenu :

1. Introduction : Présentation de Frères des Hommes et de son expérience dans le domaine de l'économie sociale par Cecilia Díaz
2. Exposés : Comment concilier économie sociale et travail décent ?
 - intervenant Sud : Manolo Garcia (Serjus – Guatemala)
 - intervenant Nord : Nicolas Van Nuffel (CNCD)
3. Exposés : Comment concilier économie sociale et protection de l'environnement ?
 - intervenant Sud : Manolo Garcia (Serjus – Guatemala)
 - intervenant Nord : Quentin Mortier (Autre Terre)
 - intervenant Nord : Alain Laigneaux (CTB)
4. Ateliers et restitution des réflexions
5. Conclusion
 - intervenant Sud : Manolo Garcia (Serjus – Guatemala)
 - intervenant Nord : Véronique Huens (SAW-B)

1. Introduction : Présentation de Frères des Hommes et de son expérience dans le domaine de l'économie sociale.

Cécilia Diaz (Frères des Hommes) :

a) Frères des Hommes et l'économie sociale et solidaire

L'asbl « *Frères des Hommes* » est une ONG de coopération au développement fondée en 1965, apolitique et non-confessionnelle. Frères des Hommes travaille selon trois axes :

- Un appui au Sud au travers des partenariats à long terme.
- La sensibilisation au Nord par des expositions, animations, théâtre, ...
- Des échanges Nord/Sud et Sud/Sud entre acteurs sociaux.

Chez Frères des Hommes, l'économie sociale et solidaire est un axe de travail prioritaire car Frères des Hommes :

- Lutte contre l'exclusion et pour les droits économiques, sociaux, culturels, religieux, ...
- Vise une transformation sociale pour plus de démocratie et de justice.
- Veut faire émerger une nouvelle culture de coopération, un modèle de développement global nouveau pour le Sud et le Nord.
- Travaille dans une logique de partenariat à long terme.
- A intégré des manières de travailler proches de l'éducation populaire.
- A toujours travaillé sur la question économique.

Actuellement, l'économie sociale et solidaire est un enjeu central pour atteindre un développement durable, c'est-à-dire la capacité d'un peuple à résoudre les problèmes de la vie collective d'une manière efficace et éthiquement acceptable sans pour autant compromettre les capacités des générations futures. Pour atteindre ce développement durable, il est donc nécessaire d'améliorer les conditions économiques de chacun et d'assurer des conditions de vie dignes, de faire participer activement la population aux projets (le partenariat a pris les devants sur l'assistance de projet), et d'amener des changements structurels au niveau de la société.

De plus le Sud peut également faire évoluer les populations du Nord : leur faire dépasser leurs a priori, les amener à réfléchir sur leurs pratiques locales, pratiques remises en question sous un regard différent.

b) Définitions

Mais qu'est-ce que l'économie sociale et solidaire ? Les définitions varient, tant au Nord qu'au Sud, et le parallélisme entre celles du Sud et celles du Nord n'est pas toujours évident. Cependant, certains principes et valeurs se retrouvent partout.

- Au Nord on va parler d'économie sociale, plus récemment d'économie solidaire, ou encore de tiers secteur.
- Au Sud, on parle d'économie populaire, solidaire, informelle.

Définition de l'économie sociale du Conseil Wallon de l'Economie Sociale en 1990 : L'économie sociale regroupe les activités économiques exercées par des sociétés, principalement des coopératives, des mutualités et des associations (qui ont donc une dimension collective), et dont l'éthique se traduit par les principes suivants :

- Finalité de services aux membres ou à la collectivité plutôt que recherche du profit.
- Autonomie de gestion.
- Prise de décision selon un processus démocratique.
- Primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus.

Mais aussi , plus récemment:

- Une fourchette salariale équitable.
- Un souci pour le développement durable et la protection de l'environnement.
- L'accessibilité pour tous.
- La transparence et la démocratie.
- Des relations commerciales équitables.

Définition de l'économie populaire par Humberto Ortiz :

L'économie populaire reprend l'ensemble des activités réalisées par le peuple, en particulier la population pauvre, de manière auto-gestionnaire. Soit en produisant des revenus par des activités de production, soit en réduisant le coût de la vie par des activités de consommation.

Définition de l'économie informelle :

L'économie informelle reprend des activités qui sont motivées par la survie et généralement caractérisées par des conditions de travail précaires car ce secteur économique n'est ni reconnu, ni protégé, ni réglementé, ni comptabilisé dans la comptabilité nationale. Il faut souligner qu'au Sud, c'est l'économie informelle qui fait vivre la plus grande partie de la population active.

Définition de l'économie solidaire à la Déclaration de Lima :

L'économie solidaire s'appuie sur la coopération, sur le partage et l'action collective. Elle place la personne humaine au centre du développement économique et social.

Définition de l'économie solidaire part Humberto Ortiz:

L'économie solidaire est liée à l'économie sociale, ainsi qu'à l'économie populaire, mais elle cherche à aller plus loin. Il faut partir du peuple mais il ne faut pas en rester là. Il faut impliquer l'Etat, le secteur privé, ... bref l'ensemble de l'économie ! L'économie solidaire se présente comme une stratégie invitant l'ensemble des secteurs économiques et sociaux d'un pays (ou à encore plus grande échelle) à bâtir une économie nouvelle.

Les points communs au Nord et au Sud sont ceux-ci :

- Les activités sont de type économique.
- Elles se mettent en place pour répondre à un besoin.
- Elles sont menées pour et par le peuple
- Elles sont menées de manière collective.

Cependant, beaucoup de différences existent. Alors qu'au Sud, les activités de l'économie sociale et solidaire sont une question de survie, dans nos pays elles sont une voie parmi d'autres. Elles sont reconnues, réglementées et subsidiées, ce qui n'est pas le cas dans les pays en voie de développement.

De plus, l'objectif n'est pas le même au Nord et au Sud, d'un côté les activités de l'économie sociale permettent en majorité une (ré)insertion, de l'autre elles servent à s'ériger en acteur politique capable d'interpeller les pouvoirs publics.

c) L'apparition de l'économie sociale et solidaire

L'économie sociale et solidaire apparaît dans un contexte de crise.

Au XIXe siècle, la crise sociale va favoriser la création d'associations d'ouvriers, de mutuelles et de coopératives, qui vont répondre aux besoins du prolétariat qui ne sont satisfaits ni par le marché, ni par l'Etat. Par la suite, les associations à caractère social ou économique se distinguent les unes des autres et s'institutionnalisent.

Plus tard, dans les années 1970-1990, alors que le processus de mondialisation se met en branle, accompagné par l'essor du néolibéralisme, la crise économique met fin au plein emploi. Suite notamment aux plans d'ajustement structurels, l'exclusion et la précarité explosent au Nord comme au Sud. Les travailleurs vont alors créer leur propre source d'emploi.

d) Principes centraux de l'économie sociale et solidaire

L'économie sociale et solidaire est le **tiers secteur.**, celui qui ne relève ni de l'Etat, ni du privé. Il combine les ressources de l'Etat (au travers des subventions), les ressources du marché (car le profit est nécessaire) et les ressources de la militance (la bonne volonté).

L'économie sociale et solidaire est une économie **plurielle**, qui fait le lien entre les différents contextes et acteurs de la société : économie dominante, société, politique, culture.

L'économie sociale et solidaire est une économie à **visage humain**, basée sur le travail et non sur le capital, et dont la finalité n'est pas le profit mais le service aux membres et à la collectivité.

L'économie sociale et solidaire a un **ancrage territorial local** et ses initiatives partent de réalités de terrain, des besoins rencontrés par les populations. Les perspectives locales de changement se font par le biais d'un renforcement des acteurs sociaux et d'une action sur les pouvoirs publics.

L'économie sociale et solidaire est un **passage de l'individuel au collectif**.

L'économie sociale et solidaire s'inscrit dans les notions de **participation** et de **démocratie**. Les décisions internes sont prises au cours de processus démocratiques, tandis qu'en externe, les initiatives locales de développement s'effectuent dans une optique de démocratisation et de participation : au travers de l'association, les populations s'érigent en acteur social capable d'interpeller les pouvoirs publics.

L'économie sociale et solidaire est une mécanique **d'innovation et d'anticipation** car elle satisfait des besoins qui ne sont satisfaits par personne. Par conséquent, elle doit être innovante, dynamique et flexible.

e) Problèmes et avantages de l'économie sociale et solidaire

C'est une **économie plurielle** qui n'a pas une identité claire. Elle est peu reconnue et difficile à cadrer. Il faut parvenir à valoriser les valeurs éthiques qui la sous-tendent ainsi que la valeur économique des ressources sociales.

L'économie sociale et solidaire est-elle une **alternative ou un complément économique** ? Le terme « *alternative* » a un côté marginal qui fait penser à l'existence d'un modèle dominant et il est assez utopique de penser pouvoir faire table rase de l'histoire car l'économie sociale et solidaire s'insère dans un contexte global. Cependant, les différents projets prouvent de façon concrète qu'il existe d'autres manières de vivre l'économie. De plus, l'économie sociale et solidaire est bien complémentaire car elle s'articule avec d'autres secteurs de la société, mais elle a également un rôle de testeur (car ce qui fonctionne est repris par l'Etat), de filet (servant à « rattraper » les exclus du modèle néolibéral) et de sas (dont le rôle est de formater les exclus au modèle dominant).

L'économie sociale et solidaire est-elle un **secteur à part** ? Voir l'économie sociale comme un secteur à part permet la reconnaissance de ses particularités, mais il y a un risque de cloisonnement.

L'économie sociale et solidaire est-elle **rentable** ? Au Nord, les entreprises d'économie sociale ne doivent pas forcément être rentables (voir à ce propos la remarque de Véronique Huens en p.17) et reçoivent des subventions alors qu'au Sud, la rentabilité est exigée car les subventions n'existent pas et surtout, l'économie populaire et ses revenus sont une question de survie.

Le **travail décent** et le respect de l'**environnement** sont des questions compliquées à intégrer aux projets d'économie sociale car il est difficile de respecter ces thèmes quand il faut être rentable et compétitif sur le marché.

L'économie sociale et solidaire a une **relation ambivalente avec l'Etat**.

Au Nord, il existe une tension entre autonomie et reconnaissance car les entreprises sont reconnues et subventionnées mais les processus administratifs sont lents, le lien avec le local se distend et on perd un peu la capacité d'innovation propre à l'économie sociale. Au Sud, l'Etat est absent et les entreprises n'ont ni reconnaissance ni soutien financier, malgré tout elles conservent leur capacité d'innovation et d'autofinancement car, pour les populations précarisées, c'est une nécessité. Nous assistons à une déresponsabilisation de l'Etat qui n'a plus besoin d'intervenir car les acteurs se prennent en charge eux-mêmes.

Synthèse et solutions :

- Au niveau qualité et viabilité : il n'y a pas de plan à long terme car l'économie sociale est une survie quotidienne. **Solution** : renforcement des pratiques.
- Au niveau du rôle local : pour amener un véritable changement social, on ne peut se cantonner au développement local. **Solution** : renforcement des articulations, des organisations.
- A propos de la désresponsabilisation de l'Etat : l'Etat n'a plus besoin de prendre en charge les acteurs car ils jouent eux-mêmes ce rôle. **Solution** : création d'un contre-pouvoir par la population.
- L'économie sociale et solidaire est vulnérable car l'émergence d'acteurs sociaux est un processus très lent et assez récent. **Solution** : renforcement des organisations, des pratiques.

f) Remarques

Les acteurs de l'économie populaire sont dans ce secteur pour leur survie, ils ne se sentent donc pas forcément garants de règles sociales et la solidarité n'est pas toujours souhaitée. La structuration des acteurs économiques individuels en acteurs sociaux collectifs, organisés, capables d'interpellation et d'articulation avec les autres secteurs sociaux demande certaines conditions. Il est nécessaire de pouvoir associer :

- Viabilité économique
- Efficacité sociale
- Développement local (capacité d'intervention au niveau local)
- Information interne (capacité d'action et d'interpellation) et externe (reconnaissance)
- Formation (compétences et connaissances pour passer à l'action)
- Financement, structures d'appui, politiques de développement (nécessite une reconnaissance externe)

Les enjeux pour l'économie sociale et solidaire sont de différents ordres :

- Améliorer les pratiques collectivement dans une perspective de changement social
- Arriver à une économie plurielle
- Arriver à la reconnaissance
- Arriver à la création d'un contre-pouvoir, d'un contrôle social
- Dépasser le local en l'articulant à d'autres dimensions
- Améliorer la qualité de la production tout en se préoccupant de la préservation de l'environnement
- Renforcer les organisations et les processus d'articulation

Chez Frères des Hommes, les actions sont menées pour atteindre les enjeux de l'économie sociale et solidaire.

- En appuyant les organisations de soutien aux acteurs au Sud
- En diffusant, au Nord, les valeurs de l'économie sociale au grand public et en sensibilisant les acteurs aux relations Nord/Sud
- Par des échanges Nord/Sud et Sud/Sud

g) Conclusion

L'économie sociale et solidaire est une nouvelle façon de penser et de vivre l'économique, mais aussi le social, le culturel, le politique. C'est une façon d'envisager l'ensemble de la société.

L'économie sociale et solidaire a une dimension collective et territoriale. Caractérisée par l'innovation et l'interpellation, elle vise des changements structurels globaux et peut être mise en œuvre aussi bien au Nord qu'au Sud.

Question du public : A propos des expériences concrètes menées par Frères des Hommes, est-il possible de les situer dans le temps ? De dire combien de temps est nécessaire pour franchir les étapes ?

Réponse de Cécilia Diaz : Il faut longtemps pour mener les projets à terme. Dans le cas de la Bolivie, un projet qui a été suivi du début à la fin, il a fallu une vingtaine d'années pour que les associations deviennent de véritables acteurs.

2. Exposés : Comment concilier économie sociale et travail décent ?

Manolo Garcia (Serjus- Guatemala) :

Nous traversons actuellement une période de crise. Ce phénomène s'étend à une multitude de peuples et de nations, et affecte de nombreuses personnes, aussi bien dans les pays pauvres que dans les plus nantis. C'est pourquoi il est nécessaire de trouver des solutions pour résoudre la situation actuelle, ainsi que des remèdes qui attaquent le problème à la base.

Prenons l'exemple du Guatemala : il s'agit d'un pays d'Amérique centrale dans lequel la majorité des terres appartient aux grands propriétaires terriens. Les maigres parcelles détenues par les petits propriétaires sont, en outre, peu productives, car elles se situent dans l'Altiplano, là où la terre est moins fertile. La production des grandes propriétés est destinée aux cultures d'exportations : café, canne à sucre... Le pays souffre d'un niveau de pauvreté très élevé, surtout parmi la population d'origine maya, qui vit dans l'Altiplano, au sein d'un milieu rural peu productif. Or, c'est à ces derniers, dotés de leur minuscule propriété, qu'il incombe de pallier la crise alimentaire, qui s'inscrit dans la crise internationale que nous vivons.

Dans les années 60 déjà, les États-Unis avaient mis sur pied un programme baptisé « Alliance pour le Progrès ». L'objectif ultime de ce programme était d'implanter des entreprises nord-américaines en Amérique latine, pour avoir recours à de la main-d'œuvre bon marché et pouvoir profiter de ressources naturelles très riches. Toutefois, les États-Unis étaient préoccupés par l'instabilité sociopolitique engendrée par la concentration des terres dans quelques mains, par la pauvreté et par la faim. Au Guatemala, la stratégie fut de mettre sur les épaules des petits propriétaires la responsabilité de la productivité alimentaire. À cette fin, il fallait essayer d'augmenter à tout prix la productivité du minifundio, dans l'Altiplano.

Afin d'accroître la productivité des petites exploitations agricoles, un des programmes insufflés par les États-Unis consista en ce qu'ils appelèrent « la révolution verte », menée à grand renfort d'engrais et de produits chimiques. En répandant ces produits chimiques, qui empoisonnaient la terre, les États-Unis pensaient pouvoir soulager la faim et la pauvreté, générant ainsi la stabilité sociale et politique, tout ceci dans le seul et unique but de favoriser l'installation de leurs propres industries au sein des pays latino-américains.

Cette stratégie incluait également la promotion de coopératives agricoles, de microcrédits, de la consommation, des femmes, etc. Or, un problème émergea, car les coopératives ainsi promues étaient des associations privilégiant seulement leurs membres et non la population dans son ensemble. Ceci creusa davantage le fossé social et les inégalités au sein des communautés mêmes, étant donné que les membres des coopératives amélioraient leur niveau de vie, au détriment de ceux qui n'en faisaient pas partie.

Néanmoins, les membres des coopératives ainsi que l'ensemble de la population restaient empêtrés dans la pauvreté et le problème alimentaire qui touchait la majorité de la population ne fut pas résolu. Cette dernière perdit alors confiance en la stratégie et les coopératives elles-mêmes finirent par monter au créneau en vue de provoquer un changement politique. Pour cette raison, elles furent durement réprimées par les gouvernements militaires, à un tel point que dans les années 80, une lutte armée gangrena le pays. Lors de ce conflit, la stratégie du gouvernement (agissant sous l'influence des États-Unis) était de dévaster les communautés indigènes et d'assassiner les citoyens susceptibles de soutenir l'insurrection. Par conséquent, l'économie et l'agriculture de l'Altiplano furent complètement détruites. En de nombreux endroits, la population rurale n'a pas eu d'autre choix que de fuir ou de prendre le chemin de l'exil afin de survivre. L'ONG Serjus a été créée à la fin des années quatre-vingts, dans le but d'aider les communautés à remettre leur organisation en place et à tenter de retrouver leur niveau de vie et de réorganiser la lutte pour parvenir au développement intégral de l'ensemble de la population.

En règle générale, on peut affirmer que le pays a toujours présenté deux économies distinctes : d'un côté l'économie des grands propriétaires terriens exportateurs, et de l'autre l'économie des pauvres et des petits producteurs. Cette dernière a été davantage affaiblie par la stratégie de la terre brûlée et le clivage des communautés au cours du conflit armé. Aujourd'hui, il est essentiel de reconstruire l'économie sociale et populaire de ces communautés.

L'économie du pays qui repose sur les cultures d'exportation, associées aux entreprises multinationales, étouffe l'économie sociale et populaire et creuse le fossé entre les plus nantis et les plus démunis. Le clivage social ne fait que s'accroître. Les paysans se voient dans l'obligation de vendre leurs produits à un prix inférieur à celui du coût de production, ce qui alimente la pauvreté, et ils ne sont pas à même de subvenir à leurs besoins de base. Par conséquent, les paysans se heurtent au besoin de bâtir leur propre économie sociale et populaire, pour devenir auto-dépendants, pour renforcer l'échange avec leurs pairs et pour affronter les problèmes de crise alimentaire.

Dans l'expérience que je tente de vous présenter, il s'agit donc de promouvoir une planification de l'économie sociale et populaire locale, afin de gagner le soutien des gouvernements, tant au niveau local que national, en accord avec la population. La planification de l'économie sociale et populaire requiert le consentement de l'ensemble de la population et des autorités, et à cette fin, le renforcement de l'organisation communautaire est primordial. Les petits groupes populaires se réunissent pour former des conseils communaux, qui, profitant de la participation de tous et d'une vision globale ou intégrale de la communauté, peuvent évaluer les solutions envisageables. Les communautés s'unissent à leur tour pour fonder des associations de communautés, afin de rendre le diagnostic de leur propre communauté et de la municipalité et d'amorcer ainsi la préparation de plans complets, qui serviront de pierre angulaire pour les projets plus spécifiques et permettront de développer une économie sociale et populaire, une économie propre, forte d'une identité sociale et culturelle, une économie communautaire. SERJUS contribue à tout cela.

Dans le cadre de l'expérience à laquelle je me réfère, après être parvenues à un plan global, les associations de communautés ont tenté de constituer une base de micro-projets afin de soutenir les projets des groupes d'intérêt qui s'inscrivaient dans le cadre du plan de développement intégral de la municipalité. Ceci marqua un grand pas en avant pour les producteurs et les communautés. Auparavant, les familles produisaient seulement pour subvenir à leurs propres besoins, alors qu'aujourd'hui la stratégie de production est planifiée et il s'agit d'englober l'ensemble des familles et des groupes d'intérêt au sein des communautés. Ces groupes d'intérêts s'articulent également de façon horizontale, en formant des coordinations ou des réseaux sectoriels ou des sous-systèmes, pour reprendre leurs termes (sous-systèmes de femmes, d'agriculteurs, etc.) Il s'agit là d'une tentative visant à construire localement une économie propre, une économie sociale et populaire.

Dans l'Altiplano, les terres offrent certes une productivité très faible, mais on retrouve des arbres, ainsi qu'une riche biodiversité. Dans le cadre de ces plans de développement, les populations désirent également monter des entreprises communautaires qui apportent une valeur ajoutée à leur production agricole. À titre d'exemple, une entreprise communautaire qui produit des produits cosmétiques ou employés dans les centres de spa a été mise sur pied. Cette entreprise a d'abord fait valoir des aspects tels que la santé, à partir de plantes que ne détruisent ni ne portent préjudice aux arbres. Au contraire, elles les alimentent. Les populations peuvent cultiver ces plantes et tenter par la même occasion de sauver leurs forêts, afin de protéger l'environnement et l'ensemble de la population. Nous retrouvons ici un net intérêt collectif.

Par conséquent, l'économie sociale et populaire est principalement fondée sur la communauté. Il faut aller bien au-delà de l'esprit des coopératives mis en avant par Alliance pour le Progrès, qui prenait sous son aile quelques individus seulement, et non l'ensemble de la communauté. En de nombreux endroits, cet effort est poursuivi au nom de l'économie sociale et du travail décent. À présent, il faut se lancer dans la construction d'un nouveau système social et populaire, en se basant sur le local, et penser au-delà du simple fait d'être fonctionnel dans le système néo-libéral capitaliste qui a créé de nouvelles conditions d'exploitation. Au Guatemala, un nouveau système est possible, grâce à la base culturelle maya. En effet, le sentiment d'appartenance et d'existence au sein d'une communauté compose cette culture à part entière.

L'économie sociale et populaire ne se traduit pas uniquement par un processus d'amélioration économique, mais fait référence à un processus global. Ceci a pour corollaire le travail décent, dans la mesure où il s'agit d'un concept qui doit inclure une idée de respect, de liberté, de valeur humaine, mais qui, bien au-delà de la recherche du bénéfice individuel, se doit d'atteindre l'intérêt collectif, sous peine de tomber sous la coupe du système néo-libéral capitaliste.

Afin de concilier la production avec le bien-être, il s'avère nécessaire d'être doté d'une vision bien claire, et ne pas considérer le travail comme une simple marchandise, mais bien comme un moyen d'atteindre le bien-être des personnes de son entourage. Dans le cadre de l'économie sociale et du travail décent, il faut voir plus loin que le concept traditionnel de développement, qui se base sur la croissance en termes individuels, et il faut apporter une contribution efficace afin d'atteindre le « bien vivre » de chacun et chacune, sentiment que les mouvements des peuples indigènes associent à présent au véritable développement intégral. On atteint le « bien vivre » de façon collective. Dans le cas contraire, nous sommes tous de simples petites pièces éparpillées d'un grand puzzle.

Question du public : Quel rôle pour l'environnement et la question du genre dans tout cela ?

Réponse de Manolo Garcia : Nous aborderons la question de l'environnement plus tard. Il est important de savoir que le point essentiel pour les communautés est de considérer Mère Nature pour tout ce qu'elle contient. Pour ce qui est de l'environnement, il est fondamental de défendre le territoire. Or, il ne s'agit pas simplement de la terre, mais de tout ce qu'elle porte : les communautés, les plantes, les relations sociales... Environ 12% de la biodiversité de notre planète se concentrent dans le Corridor biologique méso-américain, dès lors une exploitation intensive des ressources naturelles nuit gravement aux populations. Ce sont les communautés qui émettent le désir de défendre cette biodiversité, et c'est un droit qui leur revient.

Selon les Mayas, l'univers obéit au système du Ajaw, ou Créateur, des êtres humains et de la nature. Ce qui est fait à l'un de ces sujets sera fait aux autres également. Cela influe sur le système cosmique dans son ensemble. Ainsi, la défense de l'environnement et de Mère Nature a un sens profond.

Pour les Mayas, l'univers se compose d'un système de systèmes. Tout tourne autour d'un système d'éléments divers, reliés entre eux par un point de rencontre. À titre d'exemple, la famille est un système d'êtres différents (hommes, femmes, enfants), mais cette diversité s'avère une richesse quand elle trouve sa complémentarité, son unité dans la diversité. Au sein de la famille, la femme est source de vie, l'homme doit prendre soin de cette source, et les enfants sont les nouveaux germes de vie. Il y a une certaine unité dans cette diversité, mais elle prend en compte l'équilibre et l'harmonie, et aucun des composants ne vient dominer les autres. Le foyer constitue le point de rencontre de cette diversité. Ce schéma se répète pour le système cosmique, où Mère Nature est source de vie.

Lorsque les chrétiens débarquèrent, ils amenèrent leurs propres idées : l'homme devait aider sa femme, qui était à son service, mais il devait également la surveiller et la punir, de sorte que dans le système cosmique, l'homme était au centre de l'univers,

et la nature était à son service. Or, au sein des communautés, on note une reviviscence de la culture maya, qui obéit à des principes différents, à savoir : l'unité respectant la diversité.

Question du public : Comment les ONG peuvent-elles renforcer leur soutien à ces initiatives d'économie sociale? Quel rôle jouent-elles ? Comment parvenir à maîtriser la dichotomie entre la production sur un territoire donné et les ventes, surtout entre les différentes communautés ?

Réponse de Manolo Garcia : Il faut essayer de consolider les efforts visant à la construction d'une économie sociale et populaire, dans son sens intégral, collectif et participatif. Les acteurs de l'économie sociale et populaire sont les communautés ; quant aux ONG, elles sont des accompagnatrices. Par exemple, pour reprendre l'expérience à laquelle j'ai fait référence, l'idée d'entreprise communautaire se développe à partir des ressources présentes dans les programmes de micro-crédits qui sont investis dans une entreprise qui offre une valeur ajoutée à la production agricole. Les paysans produisent et se regroupent autour de ces petites fabriques de transformation des matières premières, qui leur appartiennent en tant qu'associés au sein des communautés. Cette production peut également se destiner à l'exportation. Les bénéfices sont alors partagés entre tous les ouvriers (producteurs, responsables de l'entreprise et responsables de la commercialisation), et une partie des fonds reste dans l'association, dont ils sont tous membres, et sera employée pour financer des programmes destinés aux communautés. Ceci génère un revenu, qui pourra à son tour être investi en micro-crédit ou en service (soins de santé, groupes de travail sur les sexes...)

Le rôle joué par une ONG comme SERJUS est d'accompagner : par exemple, développer la recherche-action en créant des méthodologies qui facilitent l'orientation et simplifient ces procédés. Elle doit prendre en compte les expériences qui ont déjà été réalisées au sein des communautés. Elle doit comparer la théorie avec la pratique, et accumuler cette connaissance. Ainsi, elle pourra tirer des conclusions intéressantes. En outre, elle fournit également une aide technique : au niveau législatif, obtention de permis, mise en marche de projets productifs...

Nicolas Van Nuffel (CNCD):

Nicolas Van Nuffel est responsable du département plaidoyer du CNCD qui est une association d'une centaine d'organisations choisissant de se réunir pour défendre une même vision du développement. Le CNCD a 3 missions : soutien et appui aux organisations du Sud, sensibilisation de la population belge pour changer les comportements, interpellation des pouvoirs publics. Nicolas a également une expérience de coopérant au Brésil.

Le concept de « travail décent » est un concept relativement récent. Le terme est apparu il y a une dizaine d'années, introduit par l'OIT.

Ce n'est pas un hasard si les termes « travail décent » et « économie solidaire » apparaissent dans le vocabulaire au même moment. Lorsque le capitalisme atteint son paroxysme, on cherche à trouver des alternatives pour le réguler, car depuis 10-15 ans, il y a d'énormes modifications dans l'économie mondiale.

Ces grandes évolutions sont principalement:

- Doublement de la main-d'œuvre dans le monde (1,5 milliards à 3 milliards) car la chute du bloc soviétique et l'apparition des « pays émergents » ont amené une vaste main-d'œuvre sur le marché mondial du travail.
- Fort impact du Consensus de Washington sur le Sud (suite à la crise des matières premières et à celle de la dette). L'ouverture des marchés, la privatisation des entreprises, la minimisation du rôle de l'Etat font exploser le secteur informel de l'économie.
- Révolution informatique qui modifie totalement la chaîne de production des grandes multinationales.

Il y a une transformation profonde des rapports de force entre entreprise (transnational), Etat et individu (travailleur, consommateur, ...). Les entreprises ont davantage de force sur le marché car le chantage à la délocalisation est constant. Les rapports de négociation ne sont plus du tout les mêmes et les conditions de travail s'orientent de plus en plus vers le travail « indécent ». Au Nord comme au Sud, nous allons vers une diminution des droits des travailleurs.

L'économie sociale et solidaire et le travail décent sont imbriqués.

Depuis sa création, l'OIT a déjà rédigé plus de 185 conventions signées par les différents pays. Une sélection de 8 conventions assure la base des droits des travailleurs, qui doit être respectée à chaque endroit du globe : le droit à la liberté syndicale, le droit d'association et de négociation collective, l'élimination de toute forme de travail forcé et obligatoire, l'abolition du travail des enfants, l'interdiction de toute discrimination en matière de travail et de rémunération, ...

Cependant, ces conventions sont seulement un des piliers du travail décent qui englobe aussi la création d'emploi, la protection sociale et le dialogue social.

Quand on parle de travail décent, on parle d'une sorte de garde-fou. L'économie sociale et solidaire est une alternative qui va au-delà de ce concept de « travail décent/garde-fou ». Cependant, il faut incontestablement garder à l'esprit que ce n'est pas parce qu'on se réclame de l'économie sociale que l'on touche automatiquement au travail décent.

Il est important de distinguer économie sociale et solidaire du secteur informel. Les transnationales, notamment, se servent de l'économie informelle par des relations informelles avec leurs travailleurs de manière à contourner les législations. Dans ce type d'économie, toutes les portes sont ouvertes au non-respect des droits humains.

L'exemple de l'économie solidaire au Brésil mérite que l'on s'y arrête : au départ d'initiatives locales, ONG et producteurs se sont associés pour créer un mouvement organisé qui, en faisant pression sur les pouvoirs publics, a obtenu la création d'un Secrétariat national à l'Economie solidaire (SENAES).

Au Brésil, l'économie sociale part de la base, elle naît de l'autogénération et vit d'autogestion.

Qui fait partie de l'économie sociale et solidaire ? Beaucoup d'entreprises cherchent à s'en réclamer mais souvent le travail est indécent car :

- Les revenus sont indécents. C'est alors une économie des pauvres pour les pauvres, qui ne génère rien !

- Souvent, les relations de travail sont non-contractuelles (risques de domination dans les relations interpersonnelles).

De plus, si on veut s'assurer un travail décent dans des initiatives d'économie populaire, il faut les politiques publiques qui vont dans ce sens :

- Développement de critères que doivent respecter initiatives et entreprises pour pouvoir se réclamer de l'économie sociale. Un organe de contrôle est également essentiel.
- Mise en place de mécanismes de subsidiations (mais attention à ce que ces subsides économiques permettent réellement un développement économique). On voit très souvent, en économie solidaire, des entreprises qui portent plus sur l'un ou l'autre aspect : économie ou humanité... or l'économie solidaire est justement la jonction des deux !
- Orientation des consommateurs. Aujourd'hui, l'Etat doit intervenir le moins possible dans l'économie (principe qui redevient un peu problématique), mais on peut percevoir l'Etat autrement, comme la volonté de la société. L'Etat pourrait influencer la consommation, au niveau de la taxation, ou de mécanismes de « chèques-citoyens » qui ne pourraient servir à acheter qu'une certaine sorte de biens qui respectent le développement durable, le travail décent.
- Redéfinition des normes du travail qui s'appliquent aux entreprises du monde capitaliste occidental et ne s'applique pas forcément aux autres formes de travail.

Un des principaux problèmes qu'affronte l'économie sociale dans le Sud est le revenu. Si on veut soutenir un projet, il faut faire une étude pour être sûr qu'il sera viable économiquement, qu'il sera apte à produire un revenu décent pour les travailleurs.

Dans cette perspective, trois aspects sont fondamentaux :

- Soutenir les initiatives au niveau capacité de formation et au niveau financier.
- Changer les comportements de consommation, d'investissement,... au sein de notre société.
- Interpeller les politiques pour avoir des politiques publiques qui s'adaptent aux situations.

Deux questions se posent pour nourrir le débat : Comment valoriser la création de richesse économique ? et comment concilier la richesse économique avec les autres types de richesse ?

Question du public : Dans le processus coopération Nord-Sud est-ce qu'on s'appuie déjà sur le concept de décroissance ? Est-ce que des initiatives de type « échanges » existent dans le Sud ?

Réponse de Nicolas Van Nuffel : Ces initiatives d'échanges y sont plus développées qu'au Nord, notamment en Argentine, et sont même originaires du Sud. La question de la décroissance se pose différemment pour le Sud et pour le Nord. Au Sud, il faut parler d'une autre croissance.

3. Exposés : Comment concilier économie sociale et protection de l'environnement ?

Manolo Garcia (Serjus- Guatemala) :

Une des politiques actuelles du gouvernement guatémaltèque est la conservation de zones protégées. Cependant, si elles sont bien protégées des actions des communautés, elles ne le sont pas des investissements des multinationales. C'est pour cette raison qu'en certains cas, ce sont parfois les communautés indigènes elles-mêmes qui s'opposent aux mesures gouvernementales de conservation, un fait durement compréhensible pour un observateur extérieur. La raison est la suivante : selon les communautés indigènes, la création de zones protégées est destinée à les empêcher d'utiliser ces ressources naturelles. Pourtant, ces ressources ont été préservées par les indigènes des milliers d'années durant, les mettant à l'abri des exploitations non discriminées. Aujourd'hui, voilà que les gouvernements les mettent à disposition des entreprises capitalistes multinationales, pour l'exploitation touristique ou l'exploitation pétrolière et minière.

Les communautés désirent protéger les territoires, mais comme nous l'avons déjà mentionné auparavant, leur notion du territoire est beaucoup plus vaste que celle de la simple terre : elle reprend les ressources et les personnes, les relations qu'entretiennent ces personnes, ainsi que la relation entre les individus et l'environnement. Les indigènes défendent une conception globale qui se réfère à Mère Nature. Si cette nature est détruite, c'est la globalité de l'univers qui en pâtit, et l'humanité fait partie de ce système.

Parallèlement, les grands propriétaires ont détruit une vaste partie de ce territoire : la jungle a dû céder sa place aux cultures, la biodiversité a été malmenée en faveur du pisé... et à présent, on prétend que ce sont les populations indigènes qui portent atteinte à l'environnement.

Le Corridor biologique méso-américain est une zone de ressources naturelles dans laquelle les entreprises multinationales et leurs alliés nationaux désirent investir et produire pour l'exportation. Dans ce cas, on court le risque de limiter les formes de vie, d'empêcher la biodiversité de se reproduire et de ne pas satisfaire aux conditions propices pour la vie des communautés. L'invasion des multinationales qui investissent dans les mines, font progresser la déforestation et contaminent l'eau des fleuves à l'arsenic représente le danger le plus pressant. Sans parler de la privatisation de l'eau.

De nos jours, des terrains agricoles de plus en plus considérables sont réservés à la production d'agrocarburants. Il s'agit là d'une nouvelle forme de persécution à l'encontre des habitants qui vivent de l'agriculture et qui tentent de produire des aliments. La sempiternelle rengaine rassure que ce sont les communautés qui détruisent l'environnement. Or, bien au contraire, ces communautés le protègent depuis des milliers d'années.

Ce sont ces communautés qui préserveront l'environnement, grâce à une économie sociale et à une protection de ce dernier.

Quentin Mortier (Autre Terre) :

Le groupe Terre aura 60 ans en 2009, et à sa création on ne parlait pas encore d'économie sociale. De même, il a assez vite choisi de faire de la récupération, alors que la question environnementale n'était pas encore à l'ordre du jour dans nos sociétés. Ce choix a été fait parce que la récupération était une activité accessible (socialement et économiquement).

Dans les années 60-70, le nom « Terre » est choisi par opposition à la course à l'espace et à l'armement. Aujourd'hui, ce nom a une forte connotation pour l'écologie, mais il vise plutôt l'unité (souhaitée) de la planète face à des difficultés identiques. L'Asbl se tourne alors vers les populations du Sud et finance des initiatives agricoles ou industrielles, sur base des activités de récupération dans notre pays.

Dans les années 90 : création des premiers partenariats avec des Ongs locales, notamment une ONG aux Philippines qui propose l'agriculture biologique comme solution à un système excluant les plus pauvres (petits fermiers).

Dans les années 2000 : choix de développer des projets selon 2 axes : agro-écologie (en milieu rural) et récupération des déchets (en milieu urbain), deux thèmes qui sont devenus une spécialisation de l'ONG.

Terre applique les principes de l'économie sociale. La question de l'environnement est seconde par rapport aux choix socio-économiques et politiques. L'environnement (recyclage, récupération,...) n'est qu'un aspect du concept global qui occupe Terre. Pour les partenaires, la méthode est semblable. On travaille dans un premier temps sur la question économique, sur la question sociale, la question de l'environnement ne fait que compléter le reste.

L'économie sociale a d'une certaine manière anticipé sur la question environnementale (comme Terre, qui a commencé par ça, alors que personne ne parlait d'écologie dans les années 60').

Exemples :

- ONG aux Philippines : l'ONG est créée en réaction à la politique gouvernementale et à une mauvaise distribution des terres. Lorsque le travail politique a été fait et que les paysans ont reçu leur terre, la proposition d'une forme d'agriculture biologique durable est faite.
- ONG au Brésil : c'est un groupement informel de femmes qui ont décidé de travailler au départ des déchets (« les déchets c'est la vie »).
- ONG au Sénégal spécialisée dans l'éducation des jeunes à l'environnement : le tri des déchets a un important impact environnemental mais pas uniquement. Ce travail déborde sur la capacité de la population à pouvoir s'auto-organiser et à pouvoir s'ériger en acteur face aux pouvoirs publics.
- ONG au Burkina Faso : C'est une commune qui mène le projet, on retrouve donc un élargissement de l'impact environnemental vers le concept de démocratie et du bon fonctionnement de cette commune.

Au niveau de la friperie, il y a nouveauté par rapport aux débuts. Certaines exportations de Terre sont aujourd'hui prises en charge par une structure d'économie

sociale au Sud qui va elle aussi réinvestir ses bénéficiaires dans l'appui à l'autonomisation de groupements plus faibles en milieu rural.

Conclusions :

- Ces initiatives dans le domaine de l'environnement et de récupération des déchets permettent de travailler avec un public spécifique : une population pauvre, très pauvre, mal considérée... Tous les projets passent par une revalorisation des compétences avant de pouvoir passer à la vitesse supérieure. Il faut faire attention au groupe par rapport à son contexte. La question technique de l'environnement est importante mais n'est pas isolée, comme nous l'avons dit, elle n'est qu'un complément à la question sociale.
- Ces initiatives atteignent difficilement l'auto-financement. Les marges bénéficiaires sont possibles mais faibles. L'introduction d'un tiers payant est envisageable mais s'accompagne souvent d'une dimension concurrentielle (voir l'exemple de Fost Plus en Belgique).
- Ces initiatives prennent du temps. Il faut les considérer dans le long terme.

Question du public : Le problème, la perspective n'est peut-être pas prise dans toute sa largeur. Elle est présentée à travers des projets à vocation environnementale mais la vraie question n'est-elle pas de pouvoir intégrer cette dimension environnementale à toutes les initiatives de développement ?

Réponse de Quentin Mortier : Peut-être qu'il faut encore attendre pour voir un renversement de perspectives. Les générations futures qui investiront le Groupe Terre seront peut-être plus enclines à intégrer l'environnement au même titre que le social et l'économique. Ici, c'était plus la présentation d'une expérience concrète qu'une réponse globale à la question posée : économie sociale ou environnement ?

Question du public : Où se trouve le bâtiment construit « pas aux normes écologiques les plus avancées » par Terre ?

Réponse de Quentin Mortier : La construction du bâtiment s'est faite ici en Belgique. Certains choix ont été faits dans le sens d'un respect de l'environnement mais pas tous (par exemple pour l'alimentation en électricité). La différence intergénérationnelle au sein de Terre est visible à ce niveau. La « nouvelle génération » est plus sensibilisée au problème de l'environnement.

Question du public : Au niveau de la friperie, l'exportation d'habits ne contribue-t-elle pas au nivellement des différences culturelles ? N'est-ce pas un peu imposer un « style » ?

Réponse de Quentin Mortier : Les vêtements les plus à la mode et en meilleur état sont revendus ici en Europe, car il reste une différence de pouvoir d'achat. C'est un état de fait qu'on peut déplorer mais c'est aussi une réalité ! Si Terre ne le fait pas, le « marché » sera pour une autre entreprise...

Au niveau culturel, certains partenaires africains fabriquent des vêtements africains et les exportent en Europe et il y a donc quand même un échange. Même si ces habits sont adaptés sans doute à la « mode » européenne.

Alain Laigneaux (CTB) :

Ces thèmes sont transversaux, c'est-à-dire que tous les programmes menés par la CTB doivent intégrer la question de l'économie sociale et celle de l'environnement. Une personne est assignée à la surveillance de chaque thème, de manière à contrôler que chaque dimension est intégrée dans chaque projet (sida, travail des enfants, économie sociale, environnement, ...).

En économie sociale, on retrouve 3 domaines : la micro-finance, le commerce équitable et la microassurance-santé.

Le lien entre économie sociale et environnement n'est pas beaucoup travaillé à la CTB, il y a encore des progrès à faire à ce niveau. De plus, l'économie sociale représente une pratique, un concept, pas toujours identifié et c'est un problème.

Un des projets de la CTB en Equateur passe par le soutien de petits producteurs de café. Le soutien se fait au niveau du travail organisationnel de l'entreprise, à travers la tentative de diversifier la production pour ne pas être tributaire du marché, ainsi que par la commercialisation des produits. Au départ, la CTB travaille sur une dimension organisationnelle et politique, mais la dimension économique reste également importante si l'on veut voir durer le projet.

Un second projet autour de l'élevage s'est articulé autour de la question « *de quelle manière peut-on diminuer l'impact sur l'environnement ?* ». Aujourd'hui, les déchets d'abattoir sont recyclés de manière à diminuer très fortement la pollution et une revalorisation des déchets a été mise en place par la fabrication d'un engrais, *Procanor*, utilisé au niveau des cultures maraîchères.

4. Ateliers et restitution des réflexions

Atelier 1 : Comment concilier économie sociale et travail décent ?

La crise actuelle va servir à conscientiser politiquement les gens, mais avec un risque. Il faut garder à l'esprit que les gens « ne savent pas ». La majorité des personnes ne connaissent pas d'alternatives à ce qu'ils voient tous les jours chez eux, « *l'économie sociale c'est quoi ça ?* »

De plus, les initiatives doivent nécessairement avoir une dimension à court terme, pour avoir des résultats concrets, et une dimension à long terme, pour savoir où elles se dirigent et ne pas se perdre en chemin.

Nous avons mis l'accent sur l'importance :

- de redéfinir le concept d'idéal et aussi de richesse. On se pose beaucoup de questions.
- d'un travail collectif où la société civile a un rôle à jouer.
- de la formation et de l'éducation qui soit permanente ; de la conscientisation des personnes. La société civile a un pouvoir de persuasion et peut faire changer certaines choses, chacun doit en être conscient. La société civile, qui y avait déjà pensé, a peut-être, en période de crise comme aujourd'hui, le rôle de guide vers des alternatives.

- de continuer à avoir des idées d'alternatives (ce qui était alternatif, au fil du temps, finit par ne plus l'être et il faut trouver d'autres idées...).
- de prendre en compte les besoins réels et les droits humains, notamment les besoins économiques.

La question que nous nous posons est celle-ci : *l'économie sociale fait-elle partie du système capitaliste ?* les réactions sont mitigées et le débat est ouvert.

Commentaire du public: l'économie sociale doit faire partie de l'économie capitaliste tout simplement parce qu'il n'en existe pas d'autre. La question est l'économie politique est-elle vraiment une alternative ?

Commentaire du public : la Belgique est un cas particulier en termes de relations politiques. Le politique a mis l'accent sur les entreprises d'économie sociale comme pansement du capitalisme (et non comme une alternative). Il y a chez nous un très grand pourcentage d'entreprises d'insertion socio-professionnelle. Mais heureusement, ça ne se passe pas de cette façon partout, il y a encore des recherches pour réfléchir à une vraie économie alternative et pas « une économie pour les pauvres ». Et il y a quand même chez nous plein de choses qui se passent ! Par exemple : les maisons médicales, les recherches en finance alternative, etc.

Commentaire du public : En étant bailleur de fonds, l'Etat, les régions, etc. établissent une mainmise sur la société civile.

Atelier 2 : Comment concilier économie sociale et environnement ?

Il existe plusieurs niveaux d'actions :

- Les politiques publiques, en instaurant un cadre légal pour pouvoir aller de l'avant
- Les acteurs non-étatiques, le lobbying pour faire pression justement sur les pouvoirs publics
- L'international.

C'est important que l'économie sociale et que l'environnement deviennent des thèmes transversaux et soient donc systématiquement pris en compte.

Il faut penser à toujours remettre l'être humain et ses pratiques au centre du projet, car il est commun à la question de l'environnement comme à celle de l'économie sociale. La question de l'éducation est très importante à tous les niveaux pour pouvoir sensibiliser les personnes. La recherche et le renforcement des pratiques existantes, l'accompagnement et le suivi d'un projet sont des points essentiels pour renforcer l'échange entre le Nord et le Sud !

Comment définir l'économie sociale ? Les définitions du Nord et du Sud ne peuvent pas correspondre c'est donc assez difficile de répondre et de déterminer des critères de surveillance, de sélection...

Il faudrait essayer de renforcer l'aspect politique de l'économie sociale, de remettre l'humain au centre.

Du point de vue des déchets : la filière sera très importante dans les années à venir car c'est elle qui permet de concilier environnement et économie sociale.

Commentaire du public : parfois une thématique peut en amener une autre (exemple du projet d'alphabétisation qui se sert de la thématique de l'environnement pour ses manuels). De plus, ces 2 thématiques sont multiacteurs et ne doivent pas être fermées sur elles-mêmes.

5. Conclusion

Manolo Garcia (Serjus- Guatemala) :

Bien plus qu'une conclusion, je pense que nous avons ouvert la voie vers le dialogue et la réflexion. Les groupes de travail ont mis l'accent sur l'existence d'une force sociale pour résoudre les problèmes actuels et pour envisager des changements à long terme.

Il faut garder à l'esprit que les projets d'économie sociale doivent comprendre deux aspects, deux visions : une à long terme et une à court terme. Si l'on se contente de la vision à long terme, on risque de se perdre en chemin. En revanche, si l'on se concentre seulement sur la vision à court terme, on se hasarde à ne jamais obtenir de résultats concrets. Prenons cet exemple : on peut protéger les travailleurs, mais à long terme, on en arrivera à remettre en question l'idée de liberté et de démocratie.

Pour reprendre quelques éléments abordés dans la discussion :

Pour ce qui est de la vente de vêtements usagés, lorsque l'on garde pour soi ceux qui nous semblent posséder le plus de valeur, et que l'on vend les autres, on peut considérer cette action comme navrante quant au respect et à l'égalité entre les individus.

Pour ce qui est de l'Accord d'association que la Communauté européenne négocie avec l'Amérique centrale, les travailleurs urbains soutiennent le projet, car ils estiment qu'il s'agit d'un grand pas en avant dans le domaine de la législation du travail. En revanche, les paysans ont désapprouvé les propositions à maintes reprises. En effet, les politiques protectionnistes sont très fortes en Europe dans le domaine de l'agriculture. Ce secteur bénéficie de bons subsides, alors que dans les pays d'Amérique centrale, les subsides sont inexistants et les politiques protectionnistes sont ténues. Ceci place les produits agricoles d'Amérique centrale dans une position de faiblesse, car étant donné que les producteurs européens jouissent d'importantes aides, ils peuvent inonder le marché centre-américain. Un système qui en protège certains peut s'avérer très préjudiciable pour les autres. Dans le cadre des négociations de l'Accord d'association, il faut tenir compte des énormes asymétries afin de parvenir à une situation plus équitable et positive, plus particulièrement en ce qui concerne les démunis, car ce sont ces derniers qui jouissent de moins d'occasions favorables.

Nous devons persévérer dans notre recherche d'une société plus humaine, une société qui place l'être humain au centre de ses préoccupations. Il s'agit d'une recherche d'une grande portée que nous devons continuer : notre objectif étant la construction

de la civilisation et de l'humanité. Il s'agit d'une vision à long terme. Le bien-être fait partie intégrante d'une vie digne et durable. Les deux groupes ont mentionné cette recherche. À force d'espérance et de rêves, il est toujours possible de faire évoluer les choses pour un mieux.

Véronique Huens (SAW-B) :

SAW-B est une fédération d'économie sociale belge. Beaucoup de ses entreprises membres travaillent avec des personnes en situation de précarité. Pour SAW-B, la préoccupation du Sud est évidente puisque lorsqu'on travaille avec des populations précarisées au Nord, il est impossible de ne pas faire le lien avec les populations précarisées du Sud. Certains de nos membres travaillent d'ailleurs avec des partenaires Sud.

Dans les différentes interventions que j'ai suivies au cours de cette après-midi, j'ai beaucoup entendu le mot « projet ». Pourquoi toujours parler de projet et pas d'entreprise ? Il ne faut pas avoir peur de ce terme. Le mot « entreprise » n'est pas tabou, il faut juste changer notre perception. Une entreprise n'est pas nécessairement une multinationale qui bafoue les droits humains. Et il faut parler d'entreprise car la notion d'économie est très importante, elle est primordiale. L'objectif principal de l'économie sociale est de donner des emplois, de répondre à des besoins en créant des services et des biens de manière durable. L'économie sociale sert à répondre à des besoins sur le terrain, avec une autonomie de gestion minimum.

Eclaircissement : La rentabilité d'une entreprise d'économie sociale au Nord est bien exigée (contrairement à ce qui est écrit sur une des slides de présentation) sinon elle meurt ! Les entreprises d'économie sociale sont, pour certaines, subventionnées mais cette subvention vient compenser un travail qu'elle réalise en terme d'accompagnement de personnes handicapées ou de personnes fragilisées, en terme de formation, etc. Ces subventions sont données dans un cadre strict et peuvent être considérées comme un paiement de l'Etat à l'entreprise pour un service rendu à la collectivité. Les entreprises d'économie sociale doivent par ailleurs être rentables et concurrentielles avec les entreprises « classiques » sinon elles ne font pas long feu.

SAW-B a créé récemment un groupe (ou cluster) d'entreprises d'économie sociale qui développent des relations commerciales avec des partenaires au Sud. Ce cluster s'appelle *connexio-ns* (<http://www.connexio-ns.be>).